

«Quitter la politique de l'immédiateté pour celle de la vision»

MUHIGIRWA Rusembuka Ferdinand, S.J.

Selon le titre donné à la conférence organisée à Accra du 25 au 29 septembre dernier par le Conseil Pontifical Justice et Paix sur l'encyclique *Caritas in veritate* de Benoît XVI, du 29 juin 2009, *la doctrine sociale de l'Eglise est un levain pour le développement humain intégral*. Elle est un levain, car elle donne une vision qui justifie les efforts demandés à tous pour le bien commun et qui soutient la résistance de ceux qui sont dominés par de plus puissants qu'eux. *Congo-Afrique* s'emploie à diffuser cette vision chrétienne de lumière et d'espérance. Le présent numéro invite particulièrement à quitter la politique de l'immédiateté pour celle d'une vision de l'avenir du Congo, mobilisatrice à moyen et à long terme.

Dans l'article intitulé « Le Manifeste de Conscience Africaine : une vision de l'avenir du Congo », le Père Mampasi Kapita Dieudonné, S.J, souligne que les auteurs du *Manifeste* expriment une vision de l'émancipation politique, économique et sociale du Congo qui garde sa pertinence : « nous croyons que le Congo est appelé à devenir, au centre du continent africain, une grande nation (...) une nouvelle société, prospère et heureuse, au cœur de l'Afrique, sur les fondements d'une société ancienne qui cherche son nouvel équilibre ». Pour incarner cette vision, « nous devons accepter d'être, avec générosité et désintéressement, au service de notre peuple ». Nous devons avoir « une totale confiance dans l'avenir de notre pays. Confiance dans les hommes qui doivent y vivre dans la concorde et dans la joie ». L'article conclut que « Le Manifeste est un document de maturité. C'est à nous tous, mais surtout à l'élite congolaise actuelle qu'il appartient de se l'approprier : dans sa vision, son audace, sa ténacité, dans le type de leadership de ses auteurs. Alors que la RD Congo veut se tourner résolument vers l'avenir, s'en inspirer c'est se laisser inspirer et rêver d'un Congo plus grand et plus beau qu'avant, par ses réalisations et son rayonnement ».

Que faire après l'atteinte du Point d'achèvement de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés le 1^{er} juillet 2010 ? se demande le professeur Wenceslas Rudy Chizungu. Sa réponse est qu'il reste à « élaborer une vision de développement devant éclairer la mise sur pied d'un programme réaliste de croissance et de lutte contre la pauvreté. Cela suppose

Jésuite. Directeur du CEPAS, Rédacteur en Chef de *Congo-Afrique*.
E-mail : muhigirwafsj@gmail.com

l'élaboration d'une stratégie de développement et de croissance socio-économique durable de la RD Congo ». La mise en pratique du Plan Stratégique de Réforme des Finances Publiques adopté par le gouvernement le 31 mars 2010 et l'élaboration en cours de l'étude prospective Congo 2035 est en effet un défi, par lequel chacun doit se sentir interpellé. « Nous suggérons, écrit le professeur, à tous les Congolais de s'impliquer dans cette dynamique dont le produit intéresse tout le monde sans couleur politique. Seulement, il est un fait que pour réaliser et amener ce pays à jouer son rôle moteur dans la région et en Afrique, le leadership de ce pays au cours de ce cinquantenaire devra être instruit, consciencieux et idéaliste. L'on doit cesser l'amateurisme et l'aventurisme dans la gestion de la chose publique ».

A l'occasion du jubilé d'or de l'indépendance de la RD Congo, les Evêques de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) ont publié une lettre : « *Ambassadeurs du Christ dans les milieux politiques* ». Une vision de la société et des personnes engagées dans la politique se dégage de cette lettre: « Le Congo nouveau a besoin d'hommes et de femmes, avec un sens élevé de l'amour de ce pays, soucieux du bien commun, rompus à la bonne gouvernance, pétris d'une probité morale à toute épreuve et d'une compétence intellectuelle doublée d'une expérience bien éprouvée ... Ce qui exclut l'amateurisme qui, dans les hautes sphères politiques, conduit à la ruine de la nation » (n° 24). Les politiciens sont invités à «réhabiliter l'action politique en l'imprégnant des valeurs évangéliques», à « lutter contre la corruption, à dénoncer l'impunité et la concussion qui l'entretiennent», à « quitter la politique de l'immédiateté pour celle de la vision, la culture de la cueillette pour celle de l'approche programme» (n° 14). En s'inspirant de la lettre des Evêques, le professeur Abbé Mutshembe Ona-Ndowa plaide « Pour un Congo nouveau, une politique nouvelle », pour « l'émergence d'une classe politique nouvelle, celle des « savants sages » acquis à la démocratie qui, en faisant du bien commun leur idéal, travaillent dans la crainte de Dieu et non de l'homme, qu'ils sont tenus de servir ».

L'article de Me Mutoy Mubiala « Migrations et droits de l'homme en Afrique» examine, quant à lui, le développement du dispositif normatif et institutionnel de protection des droits des migrants grâce à la Convention du 18 décembre 1990 relative aux droits des travailleurs migrants. Parmi les défis des migrants en Afrique, l'auteur mentionne la ratification non encore générale de cette Convention, l'intégration encore insuffisante de la dimension des droits de l'homme dans les négociations bi- et/ou multilatérales qui les concernent et la protection des droits des migrants dans le contexte de la mondialisation.

Tous ces articles ne s'efforcent pas seulement d'informer; ils en appellent à un changement de vision, à un regard prospectif d'espérance, à « quitter la politique de l'immédiateté pour celle de la vision ». Puissent-ils promouvoir cette vision mobilisatrice de l'homme, de la société et de l'Eglise. Puissent-ils susciter un leadership plus responsable dans la vie politique, économique, sociale et religieuse pour le bien-être du peuple congolais.

MUHIGIRWA Rusembuka Ferdinand, S.J.